

Rwanda : révélations sur la participation directe de l'armée française au génocide



Enfants de Bisesero – Photo : Anne Jolis – février 2010

Les Tutsi rwandais, qui s'étaient réfugiés depuis les années 60 dans les pays voisins du Rwanda aux fins d'échapper aux pogroms dont ils étaient la cible, tentèrent en octobre 1990 de revenir par la force au pays. Les troupes françaises portèrent alors secours au régime de leur allié hutu Habyarimana. Ce fut l'opération *Noroît*. Trois ans plus tard fut signé à Arusha un accord de paix conformément auquel les soldats français allaient, le 15 décembre 1993, devoir se retirer du Rwanda, laissant place à une mission locale des Nations unies. Mais le 6 avril 1994, le président rwandais fut tué dans un attentat détruisant son avion en plein vol, suite à quoi commença le génocide des Tutsi rwandais. Deux jours après l'attentat

fut déclenchée l'opération française *Amaryllis* d'évacuation des ressortissants occidentaux. Un million de morts tutsi plus tard, ce fut au tour de l'opération française *Turquoise* d'être déployée au Rwanda avec pour but officiel de venir en aide aux victimes.

Depuis les révélations faites en février 2010 par le *Wall Street Journal*, l'accusation portée contre certains politiques et militaires français quant à leur implication dans le génocide des Tutsi au Rwanda a radicalement changé de nature. Ce n'est en effet plus de complicité dont il est aujourd'hui question, mais de la participation directe de soldats français aussi bien à l'organisation de ce génocide qu'à son exécution. Le général français Jean-Claude Lafourcade, chef de la mission *Turquoise*, occupe

depuis plusieurs années le front médiatique aux fins de tenter de contrer les anciennes accusations de complicité, tout en prenant soin par ailleurs de garder le silence sur les derniers développements de cette affaire. Or sa communication contient les éléments de la culpabilité de la France. C'est pour offrir au lecteur les moyens de déconstruire la fiction qu'a écrite la France officielle aux fins de tenter d'échapper à sa responsabilité, que le présent numéro de *Golias* ouvre ses colonnes à celui qui a mené l'enquête établissant la participation directe de soldats français à l'organisation ainsi qu'à l'exécution du génocide de près de quarante mille civils tutsi, le 13 mai 1994, sur les collines rwandaises de Bisesero.

Serge Farnel

Rwanda : les masques des soldats tombent enfin !

« **Bien des questions demeurent. Comment ? Pourquoi ?** » Ainsi s'interroge le général français Jean-Claude Lafourcade au sujet du génocide des Tutsi au Rwanda dans son ouvrage *Opération Turquoise* paru en avril dernier (éd. Perrin, 2010). L'ancien chef de l'opération militaro-humanitaire déployée au Rwanda en juin 1994 est-il seulement crédible dans l'apparat du simple spectateur d'un génocide dont il invite son lecteur à s'interroger en sa compagnie aussi bien sur le mécanisme que sur la cause ?



Le bâtiment CCDFP, dit « chez Fundi », dans lequel s'installèrent aussi bien les génocidaires français du 13 mai que les soldats français de Turquoise
Photo : Anne Jolis – février 2010

Si le « Pourquoi » est un questionnement spéculatif, le « Comment » se soumet lui à la réfutation. Aussi est-ce ce dernier qui fera l'objet de la présente Histoire du génocide des Tutsi du Rwanda qu'éclaireront aussi bien mes récentes découvertes que les tentatives maladroites du général français de faire croire, dans son dernier livre, que la France n'y aurait pas participé.

De l'attentat à l'évacuation des ressortissants occidentaux

« La démocratie et l'Afrique sont-

elles compatibles ? », se demande le général français, précisant que « *le multipartisme nécessite une certaine maturité démocratique* », avant de conclure que « *l'échec d'Arusha [accords de paix signé en Août 1993] tend à prouver que celle-ci n'existait pas au Rwanda* ». Or l'attitude qu'adopta il y a peu l'ancien Secrétaire général de l'Élysée, Hubert Védrine, feignant publiquement d'ignorer devant la formation d'un tribunal parisien que le Premier ministre de transition dans le cadre desdits accords avait été victime d'un assassinat - un fait de notoriété publique ! -, tend plutôt à prouver que ce dernier aura constitué la scène centrale d'un scénario putschiste écrit par la France dans le but d'enterrer vivant des accords qu'elle prétend avoir en son temps soutenus. Un scénario qui incluait en outre l'attentat perpétré contre l'avion qui, la veille, amenait à Kigali le

président rwandais. L'incompatibilité entre la démocratie et le Rwanda n'aurait donc, en l'espèce, tenu qu'en un seul mot : France.

Or il fait aujourd'hui peu de doute que ceux qui planifièrent le génocide des Tutsi sont ceux-là même qui perpétrèrent l'attentat du 6 avril, deux événements bien distincts qu'ils auront déclenchés l'un après l'autre tout en faisant en sorte que le second ne soit perçu que comme la conséquence directe du premier. Ainsi tandis que l'attentat ne fut que le signal de lancement d'un génocide soigneusement préparé en amont, Lafourcade persiste aujourd'hui encore à tenter de nous le présenter comme « *l'élément déclencheur de la guerre civile au Rwanda* » qui, elle seule, aurait spontanément « *marqué le début du génocide contre les Tutsi* », épousant *de facto* la thèse négationniste dite du *génocide spontané* déjà développée dix ans plus tôt devant les députés français par Védrine qui avait lui considéré



Serge Farnel interroge un témoin au cours de son enquête au Rwanda – Photo : Anne Jolis – février 2010

qu' « après l'attentat du 6 avril 1994, (avaient) commencé les massacres, de plus en plus démesurés jusqu'à devenir un génocide ».

Le scénario du génocide des Tutsi aura inclus la mise en déroute de la *Mission des Nations unies au Rwanda* (Minuar) avec la complicité de sa hiérarchie à Manhattan. Aussi quand Lafourcade condamne haut et fort « la passivité coupable des Nations unies après l'attentat », il omet de rappeler que si culpabilité de passivité il y eut de la part de l'organisation mondiale, ce fut bien plus avant qu'après l'attentat, ce fut à New York bien plus qu'à Kigali, lorsque l'ONU pouvait encore démanteler les caches d'armes du génocide, ce que son Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali ainsi que son adjoint Kofi Annan refuseront au chef militaire de la mission locale au Rwanda, le général canadien Roméo Dallaire, à qui un informateur en avait pourtant dévoilé l'existence. Lafourcade reconnaît aujourd'hui que Dallaire « avait essayé d'attirer l'attention du monde

entier sur les risques à venir », avant même d'ajouter qu'« il avait vu juste ». Si juste que ce dernier fera savoir que la France aurait tenté d'obtenir de l'ONU son renvoi immédiat après qu'il soit allé jusqu'à mentionner la présence de soldats de l'hexagone au sein de la Garde présidentielle rwandaise alors étroitement liée aux milices anti-Tutsi. Cette même France qui, après l'attentat, fut coupable d'une passivité quant à elle planifiée, le compte-rendu de son opération d'évacuation *Amaryllis* consignait en creux que les soldats français avaient reçu l'ordre de Paris de ne pas intervenir pour « faire cesser les massacres dont ils étaient les témoins proches¹ ». Un ordre qui a au moins le mérite d'être clair quant aux intentions de la France officielle de l'époque

1. Compte-rendu de l'opération *Amaryllis* N° 018/3°RPIMa/EM/CD adressé à l'Amiral Lanxade par le colonel Henri Poncet le 27 avril 1994. Note « Confidentiel Défense » révélée par l'auteur, le 25 janvier 2008, ayant entraîné une plainte du Ministère de la Défense suite à quoi l'auteur a été convoqué par la DCRI. Le *Nouvel Observateur* a publié une page sur cette affaire intitulée : « La note qui accuse la France. »

et à l'aune duquel il s'agirait de peser la leçon de morale qu'ose aujourd'hui donner Lafourcade à Dallaire lorsqu'il prétend « qu'il fallait agir dès le lendemain de l'attentat, essayer de neutraliser les miliciens et les génocidaires », lorsqu'il le traite de lâche en considérant qu' « il y a des moments où il faut avoir le courage d'utiliser ses armes », lorsqu'il pousse enfin le cynisme jusqu'à nous vanter le mérite de la désobéissance dans un remake parfait de la scène culte qu'interpréta dix ans plus tôt devant les députés français un général Quesnot² au bord des larmes : « Il eût fallu, pour cela, désobéir aux ordres de l'ONU », assène ainsi Lafourcade tout en considérant que là est sa « conception du rôle d'un militaire », loin d'ignorer à cet instant que c'est bien aux soldats français qui n'auront pas désobéi aux ordres infâmes de Paris qu'il fait ainsi la leçon.

Bien que le plan dévoilé par l'informateur consigne que les génocidaires avaient misé sur l'assassinat de Casques bleus belges aux fins de faire fuir leurs collègues, que Lafourcade lui même reconnaît que les Belges en furent « traumatisés », il persiste à se demander « pourquoi un retrait massif des troupes de la MINUAR laissant le champ libre à la violence ? », feignant de compatir avec Dallaire qui dès lors « se débattait avec des moyens limités dans Kigali ». Au moment de prendre la tête de l'opération *Turquoise*, le voilà songeant à l' « apathie » des troupes du général canadien depuis maintenant deux mois : « Qu'ont-elles fait pour stopper les massacres ? », s'indigne-t-il.

2. Chef d'Etat-major particulier de François Mitterrand pendant le génocide.

De la présence des soldats français pendant le génocide

Le 13 mai 1994, sur les collines de Bisesero, eut lieu l'un de ces massacres à l'organisation et à la mise en exécution duquel participèrent directement des Français en uniforme, armés de mitraillettes et d'armes lourdes.³ Bilan : l'extermination de près de quarante mille civils tutsi. Des dizaines de rescapés et anciens génocidaires rwandais en ont témoigné devant ma caméra. Ce jour-là, des soldats français ont fait pleuvoir leurs obus ou roquettes sur les buissons où se cachaient alors des milliers d'hommes, femmes et enfants tutsi sans défense. Une fois débusqués, ces derniers, affolés, ont alors essuyé la mitraille déversée cette fois aussi bien par des soldats français que rwandais. Ce n'est qu'après cette deuxième séquence que sont entrés en scène les miliciens - ainsi que la population qu'ils encadraient alors - aux fins d'achever les derniers survivants. A la lueur de cette irréductible réalité, les propos de Lafourcade finissent par atteindre des sommets de cynisme quand, concédant que « certains [militaires rwandais] sont impliqués dans le génocide », il fait aussitôt valoir que « ces soldats appartenaient à des unités moins bien entraînées, mal commandées et indisciplinées. Sur ce point », précise-t-il, « le départ des coopérants militaires français, l'année précédente, en 1993, n'a fait qu'aggraver le problème ». Or le 13 mai à Bisesero, mes témoins l'attestent, les soldats rwandais étaient parfaitement encadrés par des soldats français dont c'est plutôt la présence qui aura aggravé le problème.

3. Voir *Golias Hebdo* du 13 mai 2010 dans lequel l'auteur détaille la façon dont s'est déroulé ce massacre à partir des cent heures de témoignages filmés qu'il a recueillis au Rwanda.

C'est au lendemain de ce massacre que – Lafourcade s'en enorgueillit – « la France, le 15 mai, par la voie d'Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères, est la première « grande puissance » à avoir reconnu la nature du drame », une reconnaissance du génocide lui permettant de se dire « prête à intervenir pour que celui-ci cesse », une reconnaissance lui offrant surtout un prétexte difficilement discutable pour intervenir au Rwanda, mais un prétexte fallacieux en ce que ledit génocide vient en grande partie d'être achevé par ses propres soins, un prétexte en fait pour venir tenter de stopper l'avancée du *Front Patriotique Rwandais* (FPR)⁴, seule force s'opposant alors au génocide.

Aussi Lafourcade peut-il lancer fièrement : « Nous assumerons cette position courageuse », feignant de n'écouter que son cœur au moment où il s'apprête à sauver les Tutsi d'un génocide qu'il confessera toutefois cent pages plus loin être « presque terminé » au moment où *Turquoise* s'apprête à débarquer au Rwanda ! Presque terminé ? Mais pourquoi donc faire ainsi état de cette dernière information si peu à l'avantage de *Turquoise* en ce qu'elle lui retire sa justification ? Parce qu'il lui faut, à l'instar du Quai d'Orsay cinq ans plus tôt⁵, fonder l'innocence des soldats français sur leur prétendue absence au Rwanda pendant le génocide. Voilà pourquoi il considère opportun d'écrire dans son ouvrage : « Quand le génocide a commencé, le 7 avril 1994, il n'y avait alors plus de soldats français

4. Le FPR regroupe alors les réfugiés rwandais à majorité tutsi qui, depuis octobre 1990, tentent par les armes de revenir dans leur pays.

5. Communiqué du Quai d'Orsay publié fin Septembre 2005 dans le *Journal Officiel* : « Au moment du déclenchement des massacres, il n'y avait sur le terrain aucun soldat français autre que ceux de l'opération Amaryllis. » Le communiqué en conclue qu'« aucun coopérant ni aucun militaire français - est-il besoin de le dire ? (sic) - n'avait ainsi pu participer, de près ou de loin, au génocide perpétré au Rwanda ».

au Rwanda. Et lorsque nous sommes arrivés le 25 juin suivant, le génocide, qui a duré trois mois, était presque terminé. »

Mais le voilà toutefois qui, à force de vouloir tromper son monde, finit par perdre le fil de sa propre communication quand, dans l'interview qu'il accorde au magazine *Le Point* et qui fut publiée le 10 juin dernier, il contredit tout bonnement ce qu'il écrit dans son livre en affirmant : « Quand le génocide des Tutsis et des Hutus modérés débute, en avril 1994, suite à l'assassinat du président rwandais Habyarimana, il ne reste plus qu'une vingtaine de militaires français dans le pays, à l'ambassade », ajoutant dans un même souffle : « Ils ne quittent pas Kigali. »

En se contredisant de la sorte, il ne fait en somme que tenter de retomber sur ses pieds, étant donné que la *Mission d'information parlementaire pour le Rwanda* a elle-même reconnu la présence d'une vingtaine d'assistants militaires techniques restés au Rwanda après le départ des troupes de *Noroît*⁶. Sauf que, ce faisant, il vient de faire savoir qu'il a délibérément menti quatre mois plus tôt au *Wall Street Journal*, en écrivant à sa journaliste américaine Anne Jolis, qui m'a accompagné au pays des mille collines aux fins de couvrir la deuxième partie de mon enquête, qu'aucun soldat français n'était présent au Rwanda en mai 1994. Il lui écrivit cela suite à la demande que lui avait adressée le quotidien américain de réagir quant au fait que de nombreux témoins venaient alors de faire état de la présence de militaires français à Bisesero le 13 mai 1994. Le *Wall Street Journal* publiera

6. Opération française qui eut lieu du 4 Octobre 1990 au 15 décembre 1993, date à laquelle les troupes françaises quittèrent le Rwanda conformément aux accords d'Arusha signés le 4 Août 1993.

ainsi, le 26 février 2010, la réaction de Lafourcade selon laquelle aucun militaire français n'aurait, selon lui, été présent au Rwanda en mai 1994. Or si cette vingtaine de militaires français, dont le général affirme aujourd'hui au magazine *Le Point* qu'ils étaient présents au Rwanda en avril, n'ont pas quitté le pays jusqu'à l'arrivée au Rwanda des troupes de *Turquoise* en juin⁷, il va sans dire qu'ils y étaient donc bien présents entre ces deux mois, c'est-à-dire en mai !

Mais pourquoi donc, au fait, se focaliser sur la présence d'un nombre *a priori* si faible de soldats français au Rwanda pendant le génocide ? Pour la raison somme toute assez simple qu'il n'aura suffi que d'une poignée de militaires français détenant les rênes de l'armée rwandaise pour organiser, avec le soutien des chefs miliciens ainsi que de la population encadrée par leurs soins, le génocide du 13 mai à Bisesero. D'où probablement la raison pour laquelle Lafourcade a caché au *Wall Street Journal* jusqu'à la présence de cette petite vingtaine de soldats français au Rwanda en mai 94. Car les questions qui lui étaient alors posées ne pouvaient que lui démontrer que l'enquête alors en cours était précisément en train de percer le mystère de l'organisation du génocide du 13 mai à Bisesero, une poignée seulement de soldats français étant parvenu, en pilonnant les civils tutsi puis en s'appuyant sur les chefs miliciens de la région, à organiser un génocide rassemblant des milliers de tueurs parmi la population rwandaise.

7. Lafourcade confirme leur présence en juin 1994, une semaine donc avant que *Turquoise* ne pénètre au Rwanda, en écrivant, dans son ouvrage, que le 17 juin, « nous n'avons plus qu'une vingtaine d'hommes sur place à l'ambassade de France à Kigali », précisant un peu plus loin : « Nous n'avons pas de relais militaire fiable sur place en dehors de la capitale Kigali. »

Ce qui n'empêche pas pour autant ce même génocide du 13 mai d'avoir également pu bénéficier de l'assistance militaire technique de cette autre soixantaine de soldats français dont un témoin a déclaré au *Tribunal Pénal International pour le Rwanda* (TPIR) que, pendant le génocide et en plein centre du pays des mille collines, il en était le cuisinier⁸. Une *note verbale* de l'ambassadeur de France en Tanzanie aura suffi à clore l'affaire, tandis que le Procureur du TPIR n'a toujours pas répondu à ma requête visant à lui présenter mes témoins qui, à ce jour encore, demandent à être entendus devant le tribunal international aux fins d'y faire savoir que des soldats français ont directement participé au génocide des Tutsi. Je suis, en tout cas aujourd'hui au moins en mesure d'affirmer publiquement que le général français Jean-Claude Lafourcade a bel et bien menti. Et il ne tient désormais qu'à lui d'ester en justice aux fins de me contredire si toutefois il projetait un jour de recouvrer une partie de son honneur.

La prétendue cécité de l'opération *Turquoise*

A la tête de l'opération *Turquoise*, Lafourcade se rend donc en juin 1994 au Rwanda, tout en feignant, en dépit de la présence sur place d'au moins une vingtaine d'hommes, ne pas être plus renseigné de la situation qui y prévaut qu'un simple téléspectateur : « Nous avons vu, tous, à la télévision, les images de massacres. Mais nous ne savions pas, nous n'imaginions pas. » Et le Général-téléspectateur, après avoir ainsi tenté de disparaître au sein de la masse anonyme de ses semblables, 8. Il s'agit du témoin « CNAL » dans l'affaire Callixte Nzabonimana (ministre de la Jeunesse et des Sports du gouvernement génocidaire) jugée devant le TPIR.

de leur décrire maintenant les « corps éparpillés dans la forêt, au milieu des bosquets, laissés là depuis plusieurs semaines », parmi lesquels, n'en doutons pas un instant, ceux des civils tutsi qui un mois plus tôt étaient tombés sous le déluge des balles françaises. Et ce ne serait que suite à un entretien avec le colonel Rosier que Lafourcade aurait fini par se convaincre de ce que « les Tutsi ont bien été massacrés par milliers depuis deux mois, ils sont victimes d'un génocide ». On se dit que le calvaire des survivants tutsi est maintenant terminé. Pas si tôt ! Car ni Lafourcade ni le chef d'Etat-major aux armées, l'amiral Lanxade, ne savent quoi faire : « Les victimes du génocide sont les Tutsi. Mais comment les repérer ? », se désolent-ils sans qu'il leur vienne à l'idée de demander conseil à un génocidaire qu'il ne doit pourtant pas être difficile de dénicher sur place en ces temps de génocide. Or lui saurait, car c'est là la condition nécessaire à l'existence du génocide des Tutsi que reconnaissent par ailleurs les deux officiers. Et que ne leur vient-il plus simplement l'idée de demander aux Rwandais de leur présenter leur carte d'identité ? N'est-ce pas précisément la mention ethnique y figurant qui permet aux génocidaires de remettre leur détenteur à leurs bourreaux aux barrières du génocide ? Alors pourquoi ne pas utiliser cette mention ethnique aux fins cette fois de les sauver ? Un peu plus loin, dans son ouvrage, Lafourcade écrit : « Un Tutsi m'affirmait il y a peu ... », informant le lecteur qu'alors que la mention ethnique ne figure plus aujourd'hui sur les cartes d'identité rwandaises, il parvient toutefois enfin à identifier un Tutsi. Alléluia !

Mais quand bien même serait-il parvenu pendant le génocide des Tutsi à en identifier la cible unique,



Reconstitution effectuée par Serge Farnel sur la colline rwandaise de Nyiramakware : un paysan s'accroupit à un des endroits d'où les soldats français mitraillaient les Tutsi le 13 mai 1994 – Photo : Anne Jolis – février 2010

Lafourcade a, une fois sur place, bien d'autres choses à faire : « *Le CEMA m'a convoqué* », précise-t-il en effet, « *pour me proposer une mission claire : la France veut intervenir au Rwanda pour faire cesser tous les massacres. Je dis bien tous* », insiste-t-il. Noble projet, si ce n'est qu'à vouloir sauver le monde entier - y compris ceux qui ne risquent rien -, Lafourcade peut bien, un certain 29 juin, feindre d'être désorienté : « *Où aller ? Qui protéger ?* », se demande ainsi le Général à qui on est bien tenté, comme des enfants hurlant aux oreilles de Guignol, de lui conseiller de se rendre à Bisesero y sauver ce qui reste encore de Tutsi à sauver. Or ce n'est pas faute pour le journaliste Sam Kiley d'avoir, ce 26 juin, alerté les officiers Bucquet et Marin-Gillier de ce que ces civils sont sur le point de s'y faire exterminer. Ce n'est pas faute enfin pour l'officier Duval, d'avoir le lendemain 27 juin pu y observer de ses propres yeux, et par centaines, ces Tutsi qui, un mois plus tôt au

même endroit, avaient échappé au feu des soldats français.

Dates clés : 12 mai et 27 juin 1994...

La date du 27 juin au cours de laquelle Duval effectue cette rencontre avec les Tutsi de Bisesero gagne désormais à être éclairée à la lueur des révélations qui m'ont récemment été faites concernant une rencontre en tout point semblable effectuée elle le 12 mai. C'est plus largement la participation active des soldats français aux trois journées des 12, 13 et 14 mai 1994 qui rejoint désormais l'Histoire connue de trois autres journées : celles des 27, 28 et 29 juin de la même année. Si ce n'est que la reconnaissance du 27 juin à Bisesero se fait, cette fois-ci, en présence de journalistes qui ignorent alors – on l'imagine - à quoi ils vont ainsi participer.

Aussi bien le 12 mai que le 27 juin,

la reconnaissance effectuée par les soldats français sur les collines de Bisesero a lieu en présence d'un guide hutu, option qu'aura – pour ce qui concerne le mois de juin - validée Lafourcade après avoir motivé un tel choix à l'occasion d'un fax adressé à Paris dans lequel il mentionne que « *les risques sont les suivants : effectuer des reconnaissances avec des « guides » hutu et être taxés de collaboration avec les FAR [Forces armées rwandaises, armée régulière ethniste (hutu)]* », ou bien ajoute-t-il « *ne rien faire et laisser se perpétrer des massacres dans notre dos* ». C'est donc pour ne pas prendre le risque de « *laisser se perpétrer des massacres dans (son) dos* » que

Lafourcade aurait décidé d'avoir recours à des « guides hutu ». La logique n'aurait-elle pourtant pas dû imposer de recourir à des guides tutsi plutôt que hutu afin de guider les soldats français vers les endroits où se cachaient alors les victimes du génocide des Tutsi ? Ce n'était pas faute d'en avoir sous la main, Lafourcade précisant lui-même, ce 27 juin, que « *les soldats (ont) recueilli des Tutsi hagards qui (sont) sort(is) des bois à leur arrivée* ». C'est pourtant bien un guide hutu du nom de Jean-Baptiste Twagirayezu qui accompagne le convoi de l'officier français Jean-Rémy Duval, ce 27 juin, sur les hauteurs de Bisesero. L'Histoire de cette journée a été décrite dans le livre *L'Inavouable*⁹ du point de vue de Patrick de Saint-Exupéry qui fut l'un des journalistes du convoi, ainsi que dans le film d'Alain Tasma *Opération Turquoise* qui l'adapta à l'écran. Jamais toutefois cette histoire n'avait

9. *Les Arènes* ; 19,90 € ; mars 2004; réédité depuis sous le titre : *Les complices de l'Inavouable*.



Serge Farnel au cours de son enquête au Rwanda – Photo : Anne Jolis – février 2010

encore été mise en relation avec celle de la reconnaissance qui elle eut lieu en l'absence de journaliste le 12 mai 1994 à Bisesero, et qui aura conduit de façon similaire au massacre des Tutsi une fois ceux-ci localisés par les miliciens avec l'appui des soldats français.

Le 27 juin, après que ces derniers eurent promis aux Tutsi de revenir les sauver d'ici trois jours, le convoi les abandonne sans leur laisser la moindre protection.¹⁰ Dès lors, Lafourcade peut bien s'enorgueillir de la présence de ses « 2500 hommes entraînés » pour considérer que « les miliciens hutu doivent ainsi comprendre rapidement que leur entreprise d'extermination des Tutsi ne peut continuer sous peine de graves représailles », la seule chose qu'ils vont comprendre ce 27 juin, c'est qu'ils ont exactement trois jours pour exterminer les Tutsi qui viennent, comme le 12 mai, de se découvrir

10. Les témoignages que j'ai recueillis précèdent cette histoire déjà connue.

pour aller à la rencontre des soldats français. Or avant que les milices hutu ne comprennent ce message, il faut un messenger. Et ce messenger, ce sera Twagirayezu. Aussi, bien que venant d'être dénoncé devant les soldats et journalistes français par des Tutsi comme étant un chef milicien¹¹, le voici bientôt sagement raccompagné à Mubuga par le convoi de Duval, puis relâché par ce dernier. Maintenant libre, il ne lui reste plus qu'à raconter à ses comparses rassemblés autour d'une bière dans un bar de Mubuga qu'il connaît un endroit où quelques deux mille Tutsi attendent sagement le retour des soldats français qui viendront les sauver d'ici... trois jours.¹² N'était-ce pas là précisément ce qu'il fallait attendre d'un milicien ? Lafourcade peut bien expliquer que « la neutralisation des miliciens par la dissuasion avec une grande maîtrise de l'emploi de la force évite

11. *Ibidem*

12. Jean-Baptiste Twagirayezu m'a précisé, à l'occasion d'un entretien filmé en avril 2009, cette scène qu'il avait, deux ans plus tôt, décrite devant la Commission Mucyo.

d'ajouter les massacres aux massacres » quand il aurait suffi, aux fins d'éviter celui qui allait inévitablement suivre l'abandon du 27 juin, de mettre le milicien Twagirayezu en quarantaine au moins pendant les trois jours prétendument nécessaires au sauvetage des Tutsi. C'était le bon sens. C'eût au moins été le nôtre.

...13 mai et 28 juin 1994

Dans l'attente du secours promis aux Tutsi, faute de laisser sur place quelques soldats français armés aux fins de les protéger contre les attaques de leurs génocidaires, invitation est donc plutôt lancée à ces derniers de « travailler » d'urgence, ce qu'ils s'apprêtent maintenant à faire en suivant scrupuleusement une méthode déjà éprouvée le 13 mai. La seule différence réside dans le fait qu'il est possible que les soldats français n'aient pas, en juin, directement prit part au massacre génocidaire à Bisesero. Et pour cause: les journalistes sont là ! Mais dans les deux cas, la population rwandaise est convoyée de toute la région par les mêmes chefs miliciens. Étroitement encadrée par leurs soins, elle finit par se regrouper dans la commune de Gishyita d'où sont lancées ses attaques en direction de Bisesero, ce qu'elle fait en empruntant les chemins qu'elle a déjà empruntés un mois plus tôt : même route pour les véhicules, même piste pour les hommes à pieds. Je l'atteste après m'être déplacé le 19 décembre 2006 avec la Commission rwandaise, dite *Commission Mucyo*, à Gishyita où j'ai pu directement entendre les témoignages d'anciens miliciens – effectuant alors leur peine de prison

- décrire comment s'y est organisée l'attaque génocidaire du 28 juin. De retour deux ans plus tard à Gishyita, d'anciens miliciens – cette fois en liberté - m'ont décrit des faits que la Commission rwandaise ignorait encore, à savoir en premier lieu que le 13 mai 1994, c'est à ce même endroit et dans les mêmes conditions que s'était déjà organisé le génocide de Bisesero.

En second lieu, les témoignages que j'y ai recueillis à cette occasion établissent que les génocidaires français du 13 mai s'étaient installés à Gishyita un mois avant que les soldats de *Turquoise* ne s'y installent eux-mêmes. Aussi bien les Français du 13 mai que ceux du 28 juin auront donc été présents à Gishyita au moment où les génocidaires s'en servaient comme base de lancement de leurs attaques sur les civils tutsi de Bisesero, les Français y ayant - le 13 mai au moins - directement prit part. Le fait que les génocidaires français se soient trouvés, le 13 mai, précisément dans la commune où s'installeront un mois plus tard les soldats officiels de *Turquoise* pose avec insistance et urgence la question de l'existence de liens que leurs hiérarchies respectives ont dès lors très probablement entretenus entre elles.

En dernier lieu enfin, le fait - ce qu'affirment mes témoins- que les soldats officiels de *Turquoise* prirent leurs quartiers au CCDFP, précisément dans le même bâtiment que celui dans lequel les génocidaires français avaient pris les leurs le 13 mai, y apporte un premier élément de réponse. Les configurations des coulisses du génocide de Bisesero des 13 mai et 28 juin se révèlent en effet être identiques : avant de lancer leurs attaques, les génocidaires rwandais s'étaient réunis sur la place de Gishyita

où se trouvait alors le bar d'un certain Mika¹³, tandis que les soldats français étaient eux basés deux cent mètres plus loin dans le bâtiment CCDFP, dit aussi « Chez Fundi ». Les cent heures de tournage et de reconstitution que j'ai effectuées au Rwanda consignent d'autres éléments de réponse que je ferai connaître quand il en sera temps.

Génocidaires français installés à Gishyita

La journée du 27 juin à Bisesero a constitué une sorte de chassé-croisé entre soldats français et génocidaires rwandais parfaitement symétrique à celui qui eut lieu au cours de l'opération *Amaryllis*. A la mi-avril, les soldats français d'*Amaryllis* ont en effet quitté le Rwanda sans empêcher les génocidaires de commencer l'exécution du génocide des Tutsi dont ils étaient alors les témoins proches. Fin juin, les soldats français de *Turquoise* sont arrivés au Rwanda en n'empêchant pas cette fois que ce même génocide n'aille à son terme, et ce à nouveau aussi bien devant leurs yeux que devant leurs armes. Seuls les prétextes ont différé. Dans un cas, l'armée française aura feint de se concentrer exclusivement sur la mission d'évacuation des ressortissants occidentaux: on apprendra ensuite qu'il y avait eu un ordre de laisser se dérouler les massacres. Dans l'autre, l'armée française aura feint ne pas être prête à temps aux fins de remplir la mission de sauvetage dont l'avait mandatée l'ONU. Entre ces deux dates, des soldats français ont directement participé au génocide des Tutsi.

Le 13 mai 1994, au moment où a lieu le massacre de quarante mille Tutsi à Bisesero, l'actuel ministre français

13. Surnom de Mikaeli Muhimana qui a été condamné à la réclusion à vie par le TPIR.

des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, s'empare du micro de la radio génocidaire RTL¹⁴ : « *Que les assassins des rues rentrent chez eux !* », lance-t-il sur les ondes. « *Rangez vos machettes ! Ne vous occupez pas de la guerre des militaires ! Comme à Nuremberg, il y aura des enquêtes et les criminels de guerre seront punis !* »¹⁵ Sait-il seulement que c'est notamment à des soldats français qu'à cet instant il s'adresse ? Des soldats qui, au même moment sur les collines de Bisesero, exécutent le génocide de quarante mille Tutsi avec, sous leurs ordres, ces *assassins des rues* qu'il dénonce haut et fort sur les ondes de la radio rwandaise ? Une semaine plus tard, Kouchner déclarera à Paris que « *c'est la rue qui commande* »¹⁶. Or ce 13 mai à Bisesero, ce n'est pas la rue mais bien des soldats français qui commandent ! Le sait-il aujourd'hui, lui qui, depuis 2007, déclare qu'aucun militaire français n'aurait un tant soit peu participé au génocide des Tutsi ?

Il y aura bien un Nuremberg devant qui finiront par comparaître les soldats et politiques français qui participèrent au crime imprescriptible que constitue le génocide des Tutsi au Rwanda. Un Nuremberg autre que le TPIR qui apparaît n'être à la France que ce que le tribunal qu'El Béchir (Soudan) proposa de créer lui-même aux fins de juger les criminels du Darfour aurait bien pu être à l'actuel régime de Khartoum. Oui, il y aura un Nuremberg pour juger ces Français. Et il ne saurait en être autrement.

Serge Farnel

14. *Radio Télévision Libre des Mille Collines*

15. *Le Figaro*, 16 mai 1994 - *Rwanda : le combat singulier de Marc Vaïter* par Renaud Girard.

16. Propos recueillis par Jean-Pierre Langellier et Agathe Logeart et parus dans le quotidien *Le Monde* en date du 20 mai 1994.